

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCP)

Acheteur

L'État, par le biais de certains services et établissements publics constitués en groupement de commandes permanent par convention constitutive du 23 décembre 2021

Objet de la consultation

Prestations de gardiennage et de sécurité au profit de certains services de l'État dans le département de La Réunion.

Représentant de l'acheteur et coordonnateur du groupement de commande

Monsieur le Préfet de La Réunion ou son représentant

Service d'appui au coordonnateur du groupement de commande

Secrétariat général commun de La Réunion (SGC)
Service interministériel de l'achat public (SIAP)
6, rue des Messageries CS 51079 - 97404 SAINT-DENIS CEDEX
Téléphone : 0262 40 77 35 / 0262 40 75 13
Adresse électronique : sgc-siap@reunion.gouv.fr

Le présent CCP comporte 28 pages et 1 annexe :
. Annexe 1 : fiche technique

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. DÉFINITIONS.....	4
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.2. ALLOTISSEMENT.....	4
2.3. FORME DU MARCHÉ.....	5
2.4. DURÉE DE VALIDITÉ.....	5
2.5. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 3. DESCRIPTION ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
3.1. CONTEXTE.....	6
3.2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	6
3.3. LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
3.4. CHANGEMENT DES SITES.....	7
ARTICLE 4. SOUS – TRAITANCE.....	7
ARTICLE 5. EXÉCUTION DES PRESTATIONS : DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES	7
5.1. RÈGLEMENTS INTÉRIEURS.....	7
5.2. LES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	7
5.3. LA COMMUNICATION DE LA LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL.....	8
5.4. MESURES DE SÛRETÉ.....	8
5.5. LE DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL.....	8
5.6. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.....	8
5.7. OBLIGATIONS DU SERVICE BÉNÉFICIAIRE.....	9
5.8. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE.....	9
5.9. OBLIGATIONS LIÉES À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	10
5.10. RECENSEMENT DE LA MASSE SALARIALE.....	10
5.11. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ.....	10
5.12. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	10
5.13. RÉUNION ET SUIVI D'EXÉCUTION.....	11
ARTICLE 6. PRIX ET RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....	11
6.1. PRIX ET RÉVISION.....	11
6.2. CONTENU DES PRIX.....	13
6.3. AVANCE.....	13
6.4. PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....	14
6.5. DURÉE DES BONS DE COMMANDE.....	14
6.6. CONTENU DES BONS DE COMMANDE.....	14
6.7. TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	14
6.8. ÉTABLISSEMENT DES FACTURES.....	14
6.9. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES FACTURES.....	15
6.10. CESSIION DE CRÉANCES.....	16
6.11. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	16
6.12. APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE.....	16

ARTICLE 7. REPRISE DU PERSONNEL DU TITULAIRE SORTANT.....	16
ARTICLE 8. PÉNALITÉS.....	16
8.1. PÉNALITÉS POUR RETARD.....	17
8.2. PÉNALITÉS POUR MANQUEMENT AUX ENGAGEMENTS.....	17
8.3. PÉNALITÉS POUR DÉFAUT DE TENUES VESTIMENTAIRES, MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS.....	18
8.4. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	18
8.5. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (CLAUSES SOCIALES).....	18
8.6. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	18
8.7. PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DE L'OBLIGATION FISCALES ET SOCIALES.....	18
8.8. EFFET CUMULATIF DES PÉNALITÉS.....	19
ARTICLE 9. ACHAT RESPONSABLE.....	19
9.1. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	19
9.2. CLAUSES SOCIALES.....	19
ARTICLE 10. CLAUSE DE RÉEXAMEN ÉVENTUEL POUR AUGMENTATION EXCEPTIONNELLE ET TEMPORAIRE DES PRIX.....	24
ARTICLE 11. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	25
ARTICLE 12. MESURES CORRECTIVES.....	25
12.1. MESURES D'ÉVICTION OU DE REMPLACEMENT D'UN AGENT DU TITULAIRE.....	25
12.2. RÉFACTIONS POUR REMPLACEMENT OU RÉPARATION.....	26
ARTICLE 13. RÉSILIATION.....	26
13.1. PRINCIPES.....	26
13.2. PROCÉDURE DE RÉSILIATION.....	26
ARTICLE 14. RESPONSABILITÉ.....	27
14.1. ÉLÉMENTS FOURNIS PAR L'ACHETEUR.....	27
14.2. RÉPARATION DES DOMMAGES.....	27
14.3. ASSURANCES.....	27
ARTICLE 15. RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	28
ARTICLE 16. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	28

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

L'acheteur est l'État.

Le représentant de l'acheteur est la personne physique ayant qualité pour signer le marché.

Le coordonnateur du groupement de commandes est chargé de coordonner les opérations de recensement des besoins, de passation du marché et, le cas échéant, de veiller à la bonne exécution du marché pour le compte du groupement de commandes.

Le groupement de commandes est constitué des services et établissements publics de l'État appelés « **services bénéficiaires** ». Ces derniers sont chargés de l'exécution du marché pour leur(s) site(s) respectif(s).

Le responsable de site est désigné par le service bénéficiaire. Il est l'interlocuteur du titulaire pendant l'exécution du marché, pour un ou plusieurs sites donnés.

Le titulaire est celui qui a reçu notification du marché.

Le représentant du titulaire est la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le Code de la commande publique est le cadre normatif applicable aux procédures de passation de marchés publics depuis le 1^{er} avril 2019.

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet l'exécution des prestations de gardiennage et de sécurité au profit de certains services de l'État dans le département de La Réunion qui se sont constitués en groupement de commandes permanent par convention constitutive du 23 décembre 2021. L'accord-cadre est conclu et notifié par le préfet de la région Réunion.

Les services et établissements publics de l'État ayant souhaité bénéficier du présent marché constituent, au sens de celui-ci, les « membres du groupement » :

1. la préfecture de La Réunion,
2. le secrétariat général commun,
3. la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL),
4. la direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS),
5. la direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion (DAAF),
6. la direction des affaires culturelles de La Réunion (DAC),
7. la direction de la mer du sud de l'Océan Indien (DMSOI),
8. la direction régionale des finances publiques (DRFIP),
9. la direction territoriale de l'office français de l'immigration et de l'intégration (OFII),

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

2.2. ALLOTISSEMENT

Le besoin homogène de services est alloti, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	Dénomination de sites concernés
Lot 1 : MI	- Préfecture de Saint-Denis, - Sous-Préfectures (Saint-Pierre, Saint-Paul et Saint-Benoît), - La direction territoriale de l'office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)
Lot 2 : DRFIP	- La direction régionale des finances publiques (DRFIP) (Saint-Denis, Sainte-Suzanne, Saint-André, Saint-Benoît, Saint-Joseph, Saint-Pierre, Le Tampon, Saint-Louis, Saint-Leu, Saint-Paul, Le Port)

2.3. FORME DU MARCHÉ

2.3.1. Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire par lot.

L'accord-cadre donne lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque service bénéficiaire est tenu de réserver l'exécution des bons de commande qui en découlent aux titulaires de l'accord-cadre, pour toutes les prestations objet de l'accord-cadre et décrites dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Le montant maximal TTC du présent accord-cadre est fixé en valeur dans le tableau suivant pour chaque lot. Ce montant s'entend pour la durée totale du marché.

Lot	Maximum (TTC)
1	1 229 516 €
2	1 776 000 €

Ce montant maximal correspond au double du montant estimatif.

L'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Le titulaire du lot informe l'acheteur lorsque le montant atteint représente 70 % du montant maximum de chaque lot.

2.4. DURÉE DE VALIDITÉ

Le marché est conclu pour une période de **deux (2) ans** à compter de sa date de notification.

Il est **renouvelable une (1) fois pour une nouvelle période de deux (2) ans** par reconduction tacite.

La décision de non reconduction est notifiée au titulaire **au plus tard quatre (4) mois** avant la date anniversaire de la notification initiale du marché.

En cas de silence gardé par le pouvoir adjudicateur dans ce délai, la reconduction du marché est tacite et le titulaire ne peut la refuser.

2.5. PIÈCES CONTRACTUELLES

2.5.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- **l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre signé et son annexe :**
 - Annexe 1 : Le bordereau des prix unitaires fixant les prix unitaires
- le présent **Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :**
 - Annexe 1 du CCP : fiche technique
- le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services** approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- **l'offre technique :**
 - Le cadre de réponse technique du titulaire du marché
 - le mémoire technique (MT) du titulaire fourni dans son offre
- les éventuels **actes spéciaux de sous-traitance** et leurs décisions modificatives postérieures à la notification de l'accord-cadre, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

Toute clause portée sur une documentation transmise par le titulaire relevant de ses conditions générales de vente est réputée non écrite.

ARTICLE 3. DESCRIPTION ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

3.1. CONTEXTE

Face à un public hétérogène de plus en plus exigeant en matière d'accueil, les services de l'État ont actuellement pour priorité la qualité de l'accueil dans ses multiples aspects : courtoisie, confort, confidentialité, accessibilité, délais.

3.2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations de gardiennage, sécurité et contrôle d'accès, objet du marché, sont décrites en annexe 1 du CCP. Il s'agit de :

- prestations continues
- prestations ponctuelles.

Les effectifs et les matériels à mettre en place pour chaque site figurent dans l'annexe 1 au CCP.

L'administration se réserve le droit de modifier les horaires définis en fonction des besoins de continuité de service et de la charge occasionnelle et temporaire de travail des services occupants. Ces modifications doivent être portées à la connaissance du titulaire dans des délais susceptibles de lui permettre de réorganiser sa prestation.

Le marché est un contrat avec **obligation de moyens** : il appartient au titulaire de mettre en place, sur chaque site dont il est le prestataire titulaire, les effectifs et les matériels conformes aux prescriptions portées à l'annexe du CCP.

3.3. LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent au sein des sites suivants :

Désignation des lots		Adresse des sites concernés
Lot 1 : MI	- Préfecture - Sous-préfectures - OFII	- 6, rue des Messageries - 97400 Saint-Denis - 7, avenue de la Victoire - 97400 Saint-Denis - 5, rue Évariste de Parry - 97460 Saint-Paul - 18, rue Augustin Archambaud - 97410 Saint-Pierre - 7, avenue François Mitterrand - 97470 Saint-Benoît
Lot 2 : DRFIP	- DRFIP	- 1, rue Champ Fleuri - 97400 Saint-Denis - 7, rue La Buse - 97460 Saint-Paul - 63, rue de Saint-Paul - 97420 Le Port - 156, rue du Général Lambert - 97436 Saint-Leu - 32, rue Lambert - 97421 Saint-Louis - 1, rue du Père Raimbault - ZAC Bank - 97410 Saint-Pierre - 17, rue Victor Hugo - 97430 Le Tampon - 114, rue Raphaël Babet - 97480 Saint-Joseph - 5, rue Raymond BARRE - 97470 Saint-Benoît - 835, rue de la Gare - 97440 Saint-André - 1, rue du 20 Décembre - 97441 Sainte-Suzanne

Des prestations de gardiennage pourront être sollicitées pour un ou plusieurs sites des services bénéficiaires, situés à La Réunion. Les coordonnées précises de ces sites seront transmises lors de la demande.

3.4. CHANGEMENT DES SITES

Une substitution de site s'analyse comme l'ajout d'un site et la fermeture concomitante d'un autre site qui s'effectue par une modification de l'accord-cadre.

Le service bénéficiaire respecte un préavis de 2 mois pour en informer le titulaire, par voie dématérialisée avec preuve de réception et doit lui transmettre une fiche du nouveau site et convenir de la date d'effet de la modification.

La modification s'effectue par voie d'avenant sur la base des prix unitaires de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. SOUS – TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaire en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance téléchargeable sur le site :

http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaire

Compte tenu du caractère social des conditions d'exécution du marché, par l'effet de la clause d'insertion, et en cas de recours à la sous-traitance, le titulaire du présent marché doit impérativement :

- faire, d'une part, figurer l'obligation dans les contrats de sous-traitance et, d'autre part, expressément mentionner les engagements d'embauches des sous-traitants en nombre d'heures de travail réservées aux publics visés du marché en cause, dont il sous-traite l'exécution en tant que titulaire principal,
- garantir et s'assurer que le total des engagements d'embauches des sous-traitants additionnés à son engagement personnel, soit au minimum égal au nombre d'heures minimum fixé à l'article 9.2 (clause d'insertion sociale) du présent CCP.

Le titulaire reste responsable de l'exécution des clauses sociales d'insertion.

ARTICLE 5. EXÉCUTION DES PRESTATIONS : DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1. RÈGLEMENTS INTÉRIEURS

Le titulaire s'engage à ce que ses personnels respectent les règlements intérieurs des services bénéficiaires qui précisent, notamment, qu'il est strictement interdit dans les locaux :

- d'introduire ou de consommer toute forme de nourriture hors des espaces dûment identifiés,
- de consommer de l'alcool,
- de fumer,
- de provoquer du désordre,
- de se faire aider dans l'exécution de son travail par une personne non salariée de la société qui l'emploie,
- de tenir des réunions.

5.2. LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les agents intervenant sur le site restent soumis à l'autorité du titulaire pendant toute la durée des prestations. Aucun transfert d'autorité ne peut être opéré dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire veille à ce que l'organisation du travail de ses agents respecte les textes législatifs et réglementaires ainsi que les règles de la profession (conventions collectives, accords salariaux...).

5.3. LA COMMUNICATION DE LA LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL

Dans les quinze jours qui précèdent le début d'exécution des prestations, le titulaire du marché remet à l'acheteur la liste nominative du personnel affecté sur les sites. Celle-ci est accompagnée d'une copie de la carte professionnelle et de la pièce d'identité de chaque agent. Elle est tenue à jour et fait mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition de l'équipe, notamment dans l'hypothèse où un agent est amené à cesser ou débiter son activité. Cette information est communiquée à l'acheteur dans les dix jours. Les services bénéficiaires refuseront l'accès aux locaux des personnels ne figurant pas sur cette liste.

Avant tout début d'exécution, le prestataire s'engage à remettre aux services bénéficiaires la liste nominative des salariés étrangers concernés, soumis à autorisation de travail, conformément aux dispositions du Code du travail. Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de non-respect de ces dispositions, l'acheteur peut décider de résilier le marché pour faute du prestataire, sans indemnité, après mise en demeure restée infructueuse pendant quinze jours.

L'acheteur étant susceptible de demander au titulaire le remplacement en urgence d'un voire de plusieurs agents de sécurité, ce dernier est invité à constituer un vivier de personnels, qui seront préalablement habilités par les services bénéficiaires et formés sur le site par ses soins.

5.4. MESURES DE SÛRETÉ

Pour l'accès aux sites, le personnel du titulaire peut faire l'objet d'une enquête administrative de sécurité conformément à l'article L.114-1 du Code de la sécurité intérieure.

Le titulaire informe ses agents qu'ils sont susceptibles de faire l'objet d'une enquête administrative. Pour la réalisation de l'enquête, le titulaire du marché transmet les pièces mentionnées dans cet article dans les 48 h après la demande du service bénéficiaire. En cas de remplacement de personnel, ces mêmes éléments doivent être transmis au bureau sûreté-défense de la préfecture *a minima* 48 h avant l'intervention :

- > Copie de la pièce d'identité en couleur et recto/verso (CNI, Passeport ou titre de séjour),
- > Attestation employeur indiquant que son agent est dûment informé qu'il fait l'objet d'une enquête administrative dans le cadre de ses fonctions pour les sites de la Préfecture de La Réunion,
- > le tableau dûment complété *qui sera transmis avec la demande*.

5.5. LE DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire informe les services bénéficiaires de toute évolution de la réglementation en matière de procédures de sécurité et de surveillance.

En vertu de son obligation de conseil, il s'engage à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins des services bénéficiaires .

En effet, d'une manière générale, le titulaire a vocation à :

- maintenir voire améliorer le niveau de sécurité du site,
- fournir des prestations de qualité permanente, dans le respect du service attendu
- améliorer les aspects « sécurité », « qualité » et « environnement » de ses prestations,
- faire bénéficier aux services bénéficiaires de tous les progrès techniques et améliorations possibles en termes de méthodes, d'organisation et de moyens mis en œuvre lors de l'exécution des prestations.

5.6. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse électronique des parties, mentionnée dans les documents particuliers du marché.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé,

certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

5.7. OBLIGATIONS DU SERVICE BÉNÉFICIAIRE

Dès la notification du marché, le service bénéficiaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché d'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, les décisions nécessaires engageant le service bénéficiaire.

5.8. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE

5.8.1. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique, habilité à le représenter auprès du service bénéficiaire, pour les besoins de l'exécution du marché. Le cas échéant, d'autres personnes physiques peuvent être habilités par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, les décisions nécessaires engageant le titulaire. Le remplacement temporaire ou définitif (maladie, départ de l'entreprise, etc.) de cet interlocuteur doit être immédiatement notifié aux bénéficiaires du marché. Le remplaçant doit correspondre à un profil au moins équivalent.

Le titulaire a une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles du marché, qu'il s'agisse de documents à caractère technique ou administratif. En cas de non-respect par le titulaire d'une quelconque de ses obligations contractuelles, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché selon les modalités prévues à l'article 13 du présent document.

5.8.2. Obligations fiscales et sociales droit du travail

Tous les six mois, et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, le titulaire de l'accord-cadre s'acquitte spontanément auprès du représentant de l'acheteur des formalités mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail relative aux obligations mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, e-attestation, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de changement de plateforme pendant la durée du marché, l'acheteur en informe le titulaire.

Après mise en demeure restée infructueuse, des **pénalités** peuvent être appliquées au titulaire comme précisé à l'article 8.7 du CCP.

5.8.3. Obligations en matière de protection des salariés et de conditions de travail

Le titulaire s'engage à ne pas contrevenir à la réglementation du travail, sous peine de résiliation du marché à ses torts sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 13 du CCP.

5.8.4. Modification interne

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au coordonnateur du groupement de commandes les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

5.8.5. Changement de titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait suite à une opération de restructuration, le marché peut être modifié par avenant de transfert, à une triple condition :

- que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles,
- que cette cession ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence,
- que le nouveau titulaire remplisse les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

5.9. OBLIGATIONS LIÉES À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le titulaire devra, pendant toute la durée du marché, assurer des prestations de gardiennage en tous points conformes aux spécifications techniques de l'annexe 1 du CCP et du BPU.

Le non-respect de ces obligations, conduirait automatiquement à l'application de pénalités telles que décrites à l'article 8 du présent document.

Ces spécifications techniques s'appliquent également aux sites qui peuvent s'ajouter et/ou remplacer l'existant.

5.10. RECENSEMENT DE LA MASSE SALARIALE

A tout moment, l'acheteur peut avoir besoin de recenser la masse salariale du titulaire affectée au présent marché, notamment en vue d'anticiper sur le prochain marché et d'y inclure des clauses sociales.

Le titulaire dispose de 8 jours à compter de la demande écrite de l'acheteur pour transmettre les informations souhaitées. Les données transmises seront confidentielles et en aucun cas nominatives.

En cas de manquement aux dispositions précisées ci-dessus, le titulaire s'expose à l'application de pénalités.

5.11. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et documents auxquels il aura eu accès à l'occasion des bons de commande. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par l'ensemble de son personnel, le cas échéant par ses sous-traitants et fournisseurs.

5.12. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données de chaque service bénéficiaire.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

5.13. RÉUNION ET SUIVI D'EXÉCUTION

5.13.1. Réunion préparatoire au démarrage du marché

Suite à la notification du marché, le coordonnateur du groupement de commande organise une réunion de présentation du marché aux services bénéficiaires en présence du titulaire. Il en informe le titulaire avec préavis de 4 jours afin de lui permettre de désigner ses représentants devant participer à cette réunion.

5.13.2. Réunions d'incidents d'exécution

Les problèmes d'exécutions donnent lieu à des réunions, organisées à l'initiative du service bénéficiaire. Le titulaire doit habiliter une personne compétente.

5.13.3. Pilotage

Pilotage de l'accord-cadre entre service acheteur et services bénéficiaires

Répartition des responsabilités entre acheteur et services bénéficiaires

	Service acheteur	Services bénéficiaires
Signature, notification de l'accord-cadre et de ses avenants, résiliation, agrément des sous-traitants le cas échéant	Pilote	
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre, réunion avec les titulaires et bénéficiaire	Pilote	Contributeurs
Suivi de l'exécution de l'accord-cadre	Pilote	
Gestion et suivi d'exécution des bons de commande		Pilotes
Révision des prix	Pilote	
Application des pénalités	Pénalités de retard dans la transmission des données statistiques	Pénalités d'exécution

Pilotage administratif

Le titulaire transmet au service acheteur à l'adresse suivante : sgc-siap@reunion.gouv.fr, avant le **31 mars de chaque année**, un état de son activité au sein du présent accord-cadre. Cet état d'activité comprend a minima :

- le nombre de bons de commande sur BPU et HBPU émis par services et leur montant ;
- le montant total atteint depuis le début du marché et le pourcentage par rapport au montant total maximum du marché ;
- le nombre de bon de commande annulés et le motif de l'annulation (difficulté de gestion de personnel notamment).

L'absence de transmission dans les délais donnera lieu à l'application de la **pénalité de retard prévue à l'article 8.1 du CCP**.

ARTICLE 6. PRIX ET RÈGLEMENT DU MARCHÉ

6.1. PRIX ET RÉVISION

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont :

- sur la base du bordereau de prix unitaire

Les prix sont révisibles.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

6.1.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date de remise de l'offre par le titulaire. Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS le "mois zéro" (m_0) est celui de la **date de limite de remise des offres**.

6.1.2. Choix de l'index de référence « I »

Les prix du marché sont révisés, à l'initiative du service bénéficiaire, par référence aux variations de l'indice trimestriel suivant :

I = l'indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Service de sécurité privé – prix de marché - Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766602 – Source INSEE.

6.1.3. Modalités de révision des prix

Les prix unitaires sont **fermes à partir de la date de notification du marché pour la première année**, et deviennent révisable une (1) fois par an, à la date anniversaire de notification du marché pour chaque nouvelle année selon la formule indiquée ci-après :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)]$$

Le coefficient final de révision de prix sera calculé sur la base du sixième décimale et arrondi au millième supérieur. Exemple : Pour 1,034001, le coefficient est arrondi à 1,034.

La formule de révision s'entend ainsi :

P = prix révisé du marché à la date anniversaire de chaque année

P₀ = prix initial du marché

I₀ = Valeur finale de l'index de référence I (indice connu définitif) prise au mois d'établissement des prix

I_n = Valeur finale de l'index de référence I (dernier indice connu définitif) prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision

Dès connaissance de l'ensemble des paramètres concernés, le titulaire communique au service interministériel de l'achat public le nouveau coefficient de révision applicable accompagné des justificatifs (copie des index/indices de révision). Une facturation de régularisation est alors établie par le titulaire sur la base de ce coefficient. Dès la première révision, les factures suivantes devront faire apparaître le prix de base, le prix révisé et le montant de la révision, et ce jusqu'à la fin du marché.

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE (ou le référent concerné) afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre l'acheteur et le titulaire.

L'acheteur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner une date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus au présent article.

6.2. CONTENU DES PRIX

Les prix s'entendent **tous frais compris**. Ils sont notamment réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (notamment, le carburant, les assurances, les frais de nettoyage, entretien et maintenance des véhicules...),
- tous les frais éventuels afférents au transport jusqu'au lieu du service, aux repas, hébergements et assurances du personnel réalisant les prestations.
- les garanties,
- les marges pour risque,
- les marges bénéficiaires.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

6.2.1. Modalités financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code la commande publique ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrés dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, etc.) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties. La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

6.3. AVANCE

Les modalités de versement de l'avance sont fixées dans les bons de commande passés par les services bénéficiaires conformément à l'article R.2391-3 et suivants du Code de la commande publique.

Ainsi, pour **chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT** et d'une **durée d'exécution dépassant les deux mois**, une **avance peut être versée**.

L'avance correspond à 5 % du montant TTC du bon de commande. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2351-13 du Code de la commande publique, ce taux est porté à 30 % du montant TTC.

6.4. PASSATION DES BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre est exécuté par l'émission d'un bon de commande sur la base des prix fixés dans les BPU.

La passation des bons de commande est déclenchée par les services bénéficiaires.

6.5. DURÉE DES BONS DE COMMANDE

La passation de bon de commande, ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Chaque bon de commande est émis durant la période de validité du marché. La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché.

6.6. CONTENU DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précise notamment :

- le nom et l'adresse du membre du groupement bénéficiaire
- le numéro du marché ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- le Code du service exécutant (ou le Code d'identification du service en charge du paiement)
- les références et la quantité des prestations commandées (contenu détaillé et typologie de prestation à effectuer) ;
- la désignation
- la date de début et de fin d'exécution du bon de commande ;
- la référence au devis, le cas échéant ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total du bon de commande ;
- les lieux d'exécution des prestations.

6.7. TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le bon de commande est adressé au titulaire par courrier électronique et par le service compétent de chaque membre du groupement.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date certaine.

6.8. ÉTABLISSEMENT DES FACTURES

6.8.1. Unité monétaire

L'unité monétaire est l'EURO.

6.8.2. Facturation

Les paiements des prestations sont à la charge de chaque service bénéficiaire qui a émis le bon de commande.

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Si le sous-traitant est déclaré, il doit lui-même déposer directement sa facture validée par le titulaire du marché sur le portail Chorus Pro.

En raison de la dématérialisation des factures, le titulaire intègre au niveau de ses factures, en les faisant clairement apparaître, les éventuelles réfections et pénalités adressées par le service bénéficiaire.

Chaque facture est établie **pour chacun des services bénéficiaires, en fonction des bons de commande.**

6.8.3. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué entre les membres du groupement suivant la répartition indiquée dans l'acte d'engagement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au service bénéficiaire la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le service, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché.

6.8.4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique complétée par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

6.9. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES FACTURES

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

Services relevant de CHORUS PRO : la transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- Le Code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- le détail de la facturation mensuelle site par site ;
- les numéros et date de notification du marché ;
- les références et la date du bon de commande émis par le service bénéficiaire ;
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'établissement ;
- le prix total HT ;

- le prix total TTC (la TVA applicable pour des prestations réalisées à La Réunion est celle prévue à l'article 296 du Code général des impôts).

6.10. CESSIION DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions de l'article L. 2191-8 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être cédé ou nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du Code de la commande publique est désignée dans l'Acte d'Engagement du marché.

6.11. MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement des dépenses intervient par virement bancaire après émission d'un mandat administratif.

6.12. APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le service bénéficiaire du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

ARTICLE 7. REPRISE DU PERSONNEL DU TITULAIRE SORTANT

Le titulaire reprend le personnel du titulaire sortant, conformément aux dispositions de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985, étendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JO du 30 juillet 1985), ainsi qu'à l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel. La liste du personnel de chaque lot susceptible d'être transféré est annexée au présent CCP (annexe 2).

Communication des informations nécessaires au transfert personnel :

A la fin du marché, quelle qu'en soit la raison, le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, dans le délai prescrit par ce dernier et sur demande, les informations relatives aux conditions de reprise du personnel nécessaires pour le lancement du nouveau marché. Le non-respect de cette obligation expose le titulaire à la pénalité prévue à l'article 8 du présent CCP.

ARTICLE 8. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

D'une manière générale :

- les pénalités s'appliquent à des retards ou à des manquements dans l'exécution,
- les réfections s'appliquent à des défauts dans l'exécution.

Toutes les pénalités et réfections mentionnées ci-dessous sont appliquées sur le montant HT de la facture.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service par tout moyen de preuve et notamment un message informant le titulaire de la situation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités selon les modalités précisées dans cet article.

8.1. PÉNALITÉS POUR RETARD

Une pénalité forfaitaire de **50 € HT par jour de retard** est appliquée au titulaire si, de son seul fait, il ne respecte pas les délais qui lui sont impartis pour :

- présenter à l'agrément les éléments (matériels, équipements et tenues professionnelles) qu'il est tenu de fournir (*article 3.2 de l'annexe 1 du CCP*),
- s'acquitter de l'obligation de formation qui lui incombe (*article 3.1.2 de l'annexe 1 du CCP*),
- s'acquitter de l'obligation de transmission des données relatives à la masse salariale (*article 5.10 du CCP*).

8.2. PÉNALITÉS POUR MANQUEMENT AUX ENGAGEMENTS

8.2.1. Défaut d'exécution des prestations

Une pénalité de **50 € HT** est appliquée au titulaire lorsque l'exécution d'une prestation prévue au présent marché n'est pas conforme aux dispositions contractuelles qui la régissent ou à la réglementation en vigueur.

Cette pénalité peut être accompagnée, en cas de faute portant préjudice à la sécurité du site, d'une mesure d'éviction temporaire ou définitive de l'agent, dans les conditions prévues au présent CCP.

8.2.2. Pénalités pour non-respect de la continuité de service et de disponibilité

En cas de non-respect de la continuité de service et de disponibilité, les pénalités suivantes sont appliquées :

1° retard d'un agent pour sa prise de service ou indisponibilité: une pénalité forfaitaire de **100 € HT par heure de retard** est appliquée au titulaire.

2° inobservation du délai de remplacement d'un agent absent ou indisponibilité : au-delà de deux heures de retard, si l'agent n'a pas été remplacé, une pénalité forfaitaire de **200 € HT** est appliquée au titulaire pour la vacation.

8.2.3. Pénalités pour non restitution des moyens d'accès

Conformément à l'article 2.2.4 de l'annexe 1 du CCP, toute restitution de moyens d'accès fournis par l'acheteur (clés, cartes d'accès, badges, laissez-passer) qui n'intervient pas dans les **3 jours ouvrés** consécutifs au(x) mouvement(s) de personnel(s) justifiant cette restitution entraîne, à compter du quatrième jour, l'application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de **200 € HT par jour de retard**.

8.2.4. Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire

Tout retard dans la remise des listes de personnel, planning des prestations, contrôles contradictoires et notamment bilan d'activité et rapport annuel, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à **50 € HT** par jour ouvré de retard de transmission et par document.

La date de départ du calcul de la pénalité est fixée à compter du jour qui suit la date de transmission prévue par le titulaire ou de la date de demande exprimée par le service.

De même, si les documents remis ne respectent pas le fond et la forme requis par le présent contrat, il sera fait application d'une pénalité égale à **50 € HT** par jour ouvré de retard par site d'intervention et par type de document concerné.

Tout document présentant un niveau de renseignement insatisfaisant au regard des dispositions prévues au présent contrat, précisant le contenu à minima des données, ne saurait être considéré

comme recevable par l'administration et ouvrira droit à l'application des pénalités de retard pour manquement aux obligations administratives du titulaire.

Toute absence non excusée aux réunions diligentées par les services gestionnaires, le service bénéficiaire et l'acheteur pourra entraîner l'application d'une pénalité de **50 € HT** sans qu'il soit réalisé de mise en demeure préalable.

Toute absence de conformité lors des contrôles de l'exécution de la prestation par l'administration pourra entraîner l'application d'une pénalité de **50 € HT** sans qu'il soit réalisé de mise en demeure préalable.

8.3. PÉNALITÉS POUR DÉFAUT DE TENUES VESTIMENTAIRES, MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS

Une pénalité de **200 € HT** est appliquée au titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles telles qu'elles sont définies à l'article 3.2.2 de l'annexe 1 du CCP en matière de tenues professionnelles (port, composition ou couleur), ainsi que de matériels et d'équipements à sa charge.

8.4. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

En cas de non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé, le titulaire subit une pénalité s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Le montant des pénalités est, au plus, égal à **10 % du montant du contrat** et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, 8224-2 et 8224-5 du Code du travail.

8.5. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (CLAUSES SOCIALES)

En application de l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, le titulaire se voit appliquer une pénalité :

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, imputable au titulaire du marché, celui-ci se voit appliquer, à la fin du marché, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle, le titulaire subit une pénalité forfaitaire d'un montant de **100 € HT** par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

L'absence de transmission des modalités opérationnelles d'exécution des heures d'insertion et du calendrier prévisionnel de mise en œuvre sera sanctionné par une pénalité forfaitaire d'un montant de **100 € HT** par jour de retard, à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

8.6. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

En cas de non-respect des obligations liées aux exigences en matière de santé environnementale, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-FCS le titulaire subira une pénalité dans les cas suivants :

- En cas de non transmission aux représentants de l'administration de la preuve de la collecte des vêtements de travail par un organisme spécialisé en mesure d'assurer leur valorisation ou recyclage, il se verra appliqué au titulaire une pénalité forfaitaire fixée à **100 € HT** ;
- En cas de non-respect des préconisations prévues à l'article 9.1 du présent CCP sur le papier, il se verra appliqué au titulaire une pénalité forfaitaire fixée à **100 € HT**.

8.7. PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DE L'OBLIGATION FISCALES ET SOCIALES

Une pénalité peut être appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, dans les conditions suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

8.8. EFFET CUMULATIF DES PÉNALITÉS

L'application des pénalités prévues au présent article durant 20 jours ouvrés consécutifs peut entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 12.1 du présent CCP.

ARTICLE 9. ACHAT RESPONSABLE

9.1. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le prestataire favorisera l'emploi de vêtements de travail **durables et éco-responsables**, privilégiant les **matériaux recyclés ou biologiques** et les processus de fabrication à faible impact environnemental. Le lavage et l'entretien devront utiliser des **méthodes économes en eau et énergie**, avec des produits biodégradables. Enfin, une politique de **recyclage ou de réemploi des vêtements usagés** sera mise en place afin de minimiser les déchets textiles.

De même, le titulaire privilégiera l'utilisation de batteries rechargeables ou du matériel reconditionnés pour équiper les intervenants sur les sites.

Il est demandé au titulaire d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails :

- d'avoir recouru à des registres en version papier à moindre impact

Il est demandé au candidat d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages)

Le titulaire doit s'assurer de la qualité environnementale des papiers et des supports imprimables notamment sur la traçabilité de leur provenance. À ce titre, le titulaire utilise par défaut, et sauf demande contraire expressément formulée par le bénéficiaire, des papiers et des supports imprimables écoresponsables présentant, par ordre de priorité décroissant, les caractéristiques suivantes :

- papier recyclé ;
- papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement, Ange bleu ou équivalent ;
- papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes), ou équivalent.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

9.2. CLAUSES SOCIALES

Cet article déroge à l'article 16.1 du CCAG-FCS et le remplace.

Le titulaire doit réaliser, durant la période d'exécution du marché, une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires :

LOT 1	17 h par tranche de 10 000 euros
LOT 2	17 h par tranche de 10 000 euros

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

À l'issue du marché, le titulaire étudiera toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

- **Publics éligibles**

Les personnes visées par l'action professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État :
 - personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du Code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
 - personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
 - personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail) ayant travaillé moins de 6 mois (910 heures) dans les 12 derniers mois ;
 - bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
 - jeunes en suivi renforcé de type Parcours d'accompagnement contractualisé vers l'emploi et l'autonomie (PACEA), Service militaire adapté (SMA), Service militaire volontaire (SMV), en sortie de dispositif Contrat Engagement Jeune (CEJ) ;
 - habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

- personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des personnes doit être vérifiée préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion par le facilitateur.

- **Coordonnées du facilitateur**

Le facilitateur, désigné par l'acheteur, est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale.

Dans le cadre du marché, le facilitateur a pour mission notamment :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- de mesurer et de communiquer auprès du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du marché.

Le facilitateur est la :

MAISON DE L'EMPLOI DU NORD
Téléphone : 0262 93 72 63
Courriel : asr@mden-reunion.fr

Le facilitateur informe régulièrement le titulaire de l'état de réalisation de la clause d'insertion sociale.

- **Modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion sociale**

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire adapté (EATT), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

- **Globalisation des heures d'insertion**

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion ;
 - Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur ;
 - Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.
-
- **Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

- **Respect du règlement général de protection des données (RGPD)**

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront au facilitateur, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission au facilitateur des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société ARCHE MC2 à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

Le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi – insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore de limitation du traitement des données. Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Dans le cadre de l'exercice de ses droits, le titulaire ou le bénéficiaire des clauses peuvent contacter le délégué à la protection des données par mél à dpo@mden-reunion.fr ou par courrier à Maison de l'Emploi du Nord de La Réunion, Délégué à la Protection des Données, 12 rue Champ Fleuri, 97490 Sainte-Clotilde.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenay - TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.

- **Suivi et contrôle de l'action d'insertion**

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du facilitateur.

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le correspondant opérationnel doit contacter le facilitateur pour présenter les modalités opérationnelles d'exécution des heures d'insertion et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre celles-ci.

L'absence ou le refus de transmission les modalités opérationnelles d'exécution des heures d'insertion et du calendrier prévisionnel de mise en œuvre celles-ci, dans les délais impartis, entraînent l'application de pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale.

Pendant l'exécution du marché, le titulaire doit répondre, dans un délai d'un mois maximum, aux sollicitations du facilitateur afin de permettre un suivi régulier de la mise en œuvre de l'engagement d'insertion.

Le titulaire doit justifier de la mise en œuvre de la clause d'insertion en fournissant au facilitateur, dans les délais impartis, les justificatifs relatifs aux démarches engagées. Le titulaire produit et transmet au facilitateur, pour le 15 du mois suivant, les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion. Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants :

- En cas d'embauche directe :
 - o Attestation d'embauche (date d'embauche, type de contrat, poste occupé, date de début, et le cas échéant durée, date de fin).
- En cas de mise à disposition
 - o Les décomptes déclaratifs des heures ;
 - o Les factures d'achat des heures ;
 - o Pour l'ETT, la convention tripartite et le plan d'accompagnement et de suivi dans l'emploi dûment signés par le titulaire, l'ETT et le bénéficiaire de la clause sociale d'insertion, conformément l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du Code du travail, en cas de recours à une entreprise de travail temporaire.
- En cas de sous-traitance

- Les pièces définies ci-dessus selon les modalités de mise en œuvre adoptées par le sous-traitant (embauche directe ou mise à disposition de salarié) ;
- Dans tous les cas
 - Relevé d'heures à compléter par le titulaire (document transmis par le facilitateur).

Dès la mise en œuvre des heures d'insertion, le titulaire doit fournir un relevé d'heures détaillant le nombre d'heures réalisées par bénéficiaire, et ce, jusqu'à la fin des obligations prévues par la clause d'insertion sociale, afin de garantir le respect des engagements et d'assurer le suivi des résultats. L'absence d'heures réalisées sur un mois n'exonère pas l'entreprise de la transmission du relevé d'heures.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements, dans les délais impartis, entraînent l'application de pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale.

L'absence de réalisation d'heure d'insertion durant la période considérée, n'exonère pas de la production mensuelle du relevé d'heures.

En cas de licenciement ou de départ prématuré d'une personne embauchée ou mise à disposition, le titulaire est tenu de le signaler sous 10 jours et s'engage à tout mettre en œuvre pour la remplacer dans des conditions identiques.

Avant la réception des prestations ou le paiement du solde, l'acheteur s'assure que les exigences en matière d'insertion ont été remplies. En lien avec le facilitateur, l'acheteur doit constater le cas échéant le non-respect de l'obligation à caractère social et l'application de la pénalité forfaitaire.

- **Difficultés éventuelles de réalisation**

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion dans les plus brefs délais. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DEETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

ARTICLE 10. CLAUSE DE RÉEXAMEN ÉVENTUEL POUR AUGMENTATION EXCEPTIONNELLE ET TEMPORAIRE DES PRIX

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 25 sur la clause de réexamen du CCAG-FCS, la présente clause de réexamen éventuel pour augmentation exceptionnelle et temporaire des prix peut être mise en œuvre dans les conditions définies ci-après.

En cas d'augmentation exceptionnelle des coûts d'exécution du marché, résultant de circonstances

extérieures aux parties, imprévisibles et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de dix (10) % du prix stipulé au BPU et révisé le cas échéant conformément au présent CCP, les parties pourront décider de mettre en œuvre le présent mécanisme de réexamen **temporaire** des prix dans les conditions définies ci-après, étant précisé qu'il s'applique par ligne de BPU.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de réexamen de l'acheteur mais est initiée par le seul titulaire dans la limite d'un réexamen trimestriel ou annuel éventuel. Cette mise en œuvre unilatérale par l'acheteur est une dérogation à l'article du CCAG-FCS précédemment cité sur la clause de réexamen.

Le titulaire adresse à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé à l'alinéa 2 de la présente clause. À cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement, de le chiffrer et de justifier de ses causes.

À la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, l'acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix réexaminés permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts. L'acheteur précise également dans sa décision la durée pendant laquelle les prix réexaminés sont appliqués.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours, suivant la notification des prix réexaminés, pour les accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai il est réputé avoir accepté les prix réexaminés fixés par l'acheteur.

En cas d'acceptation, les prix réexaminés s'appliquent immédiatement en lieu et place des prix du BPU pendant la durée fixée par l'acheteur. En l'absence de nouvelle demande de réexamen avant le terme de cette durée, les prix initiaux redeviennent applicables. En cas de refus, les prix initiaux demeurent applicables.

L'ensemble des prix réexaminés ainsi notifiés pourront être modifiés par l'acheteur en cas de baisse des coûts au cours de l'exécution du marché et sans l'accord préalable du titulaire. Ces prix seront les prix initiaux stipulés au BPU et, le cas échéant, révisés conformément au présent CCP.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen éventuel pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

ARTICLE 11. PRESTATIONS SIMILAIRES

Le service bénéficiaire se réserve la possibilité de mettre en œuvre l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables¹ avec le(s) titulaire(s) du présent marché. La durée du nouveau marché ne pourra en aucun cas dépasser un délai d'exécution de 6 mois qui court à compter de l'échéance du marché.

ARTICLE 12. MESURES CORRECTIVES

12.1. MESURES D'ÉVICTION OU DE REMPLACEMENT D'UN AGENT DU TITULAIRE

L'acheteur se réserve le droit d'exiger, à tout moment et sans indemnité, l'éviction provisoire ou définitive de tout agent du titulaire, y compris le représentant du titulaire, dont le comportement porterait atteinte à la sécurité du site où il est affecté ou à l'administration publique. Cette mesure est d'application stricte : elle interdit au titulaire d'affecter sur un autre site ministériel l'agent à l'encontre duquel la mesure d'éviction a été prononcée.

¹ A noter que la mise en concurrence du marché initial a pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des « prestations similaires » pendant une durée supplémentaire de 6 mois.

L'acheteur peut également demander, à tout moment, et sans avoir à motiver sa décision, le déplacement immédiat d'un agent du titulaire ou de ses sous-traitants.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses employés ou ses sous-traitants, qui pourraient naître d'une décision de remplacement, de déplacement ou d'éviction.

12.2. RÉFACTIONS POUR REMPLACEMENT OU RÉPARATION

À défaut de la restitution, du remplacement, de la remise en état ou du remboursement tels que prévus à l'article 14.2 du présent CCP dans le délai d'un mois imparti par ce dernier article, il est appliqué au titulaire des réfections égales aux montants suivants :

- remplacement, réparation,
- remise en état des locaux,
- du remplacement des moyens d'accès ou (et ensemble des fermetures des accès le cas échéant).

Ces montants correspondent au préjudice réel subi.

ARTICLE 13. RÉSILIATION

13.1. PRINCIPES

Le Chapitre 7 du CCAG-FCS relatif à la résiliation du marché est applicable.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre et mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions de l'article 39 du CCAG-FCS ;
- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS ;
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, la décision peut intervenir sans mise en demeure préalable. En cas de mise en demeure, celle-ci est notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. La résiliation intervient sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- soit pour un motif d'intérêt général dans les conditions prévues à l'article 42 du CCAG-FCS. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

Le marché peut être résilié, sans mise en demeure et sans indemnité, dans les cas suivants :

- Pour inexactitude des renseignements : la résiliation pourra intervenir aux frais et risques du titulaire sans préavis ni indemnité pour inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail ainsi qu'en cas de refus de produire ces pièces après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 2 mois et en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-5 en application de l'article L.8222-6 du Code du travail.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

13.2. PROCÉDURE DE RÉSILIATION

La résiliation du marché fait l'objet d'une décision de l'acheteur qui prend effet à la date qu'il fixe pour l'arrêt de l'exécution des prestations par le titulaire du marché.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle indique obligatoirement la date d'effet de la résiliation, mentionnée à l'alinéa précédent.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations prévues au présent marché jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A défaut, il encourt l'application des **pénalités** prévues à l'article 8 du présent CCP.

ARTICLE 14. RESPONSABILITÉ

14.1. ÉLÉMENTS FOURNIS PAR L'ACHETEUR

Le titulaire est responsable de l'emploi et de la conservation de tous les éléments (matériels, équipements et locaux) mis à sa disposition par l'acheteur. Ceux-ci ne peuvent être utilisés qu'aux fins exclusives de l'exécution des prestations et dans les limites prévues par les documents particuliers du marché.

Ces éléments restent la propriété exclusive de l'acheteur. Le titulaire assume à leur égard la responsabilité du dépositaire, jusqu'à leur restitution à l'achèvement des prestations.

L'acheteur met à la disposition du titulaire le ou les moyens d'accès aux sites dont il assure la garde (clés, cartes d'accès, badges, laissez-passer) et permettant à ses agents d'exercer leurs fonctions dans le cadre du marché.

Le titulaire assume à leur égard, jusqu'à leur restitution, la responsabilité du dépositaire. Par conséquent, il est tenu de s'assurer de leur restitution effective par les agents concernés par les mouvements d'effectifs et de les remettre aux représentants de l'acheteur.

La reproduction, ou l'utilisation des éléments précités à d'autres fins que l'exécution du présent marché, par le titulaire et l'ensemble des personnes qui interviennent pour son compte (ses agents, ses sous-traitants ou ses fournisseurs), est strictement interdite.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'application de **pénalités**, ou **la résiliation du marché** dans les conditions prévues à l'article 13.1 du présent CCP, sans préjudice des poursuites judiciaires engagées, le cas échéant, à l'encontre du titulaire et des personnes intervenant pour son compte (ses agents, ses sous-traitants, ou ses fournisseurs).

14.2. RÉPARATION DES DOMMAGES

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par l'acheteur est endommagé ou détruit, du fait d'une personne intervenant pour son compte dans l'exécution des prestations (ses agents, ses sous-traitants ou ses fournisseurs), un constat écrit et daté est établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Celui-ci est alors tenu de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur ou le montant des frais de remise en état à la date du sinistre.

En cas de perte ou de vol des moyens d'accès, un constat écrit et daté est établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Il doit les remplacer à ses frais.

Si la perte ou le vol rend nécessaire, pour des motifs de sécurité, le remplacement d'un ensemble de fermetures des accès, le titulaire est tenu de rembourser les frais occasionnés par cette intervention.

Le cas échéant, la réparation, le remplacement, la remise en état ou le remboursement doivent intervenir au plus tard un mois à compter de la demande de remboursement présentée par l'administration.

À défaut, une **réfaction** est appliquée conformément à l'article 12.2 du présent CCP.

De même, le titulaire est responsable en totalité de tous les dommages et accidents causés, à l'égard des biens et des personnes par l'ensemble des personnes qui interviennent pour son compte (ses salariés, ses sous-traitants ou ses fournisseurs).

14.3. ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, **l'attributaire pressenti fournit une attestation avant la notification du marché**, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations émanant de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure à tout moment de produire cette attestation, sur demande du coordonnateur du groupement et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

ARTICLE 15. RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre et des bons de commande, la loi française est seule applicable.

En cas de différend, le service bénéficiaire ou le service interministériel de l'achat public et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris.

ARTICLE 16. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles du présent CCP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCP	Articles du CCAG
Article 2.5.1	Article 4.1
Article 6.1.1	Article 10.2.4
Article 8	Articles 14.1.1 et 14.1.3
Article 8.6	Article 16.2.3
Article 9.2	Article 16.1
Article 10	Article 25
Article 14.3	Article 9.2

=====